La Commune

Etat d'urgence sociale

Déclaration du NPA

Le bal des hypocrites

Que dire du dernier discours de Nicolas Sarkozy à Saint-Quentin, mardi 25 mars? Indécence ou hypocrisie? Sans aucun doute les deux. Après le scandale des stock-options des dirigeants de la Société générale, la révélation du golden parachute de 3,2 millions d'euros de Thierry Morin, ex-PDG de Valeo - qui licencie 1 600 personnes et qui a reçu 19 millions d'euros de l'Etat, Sarkozy a réaffirmé qu'il ne "doit plus y avoir de bonus, de parachutes dorés ou de stock-options dans une entreprise qui reçoit une aide de l'Etat ou qui met en oeuvre un plan social d'ampleur". Même duplicité larmoyante, le même jour par Chatel, porte-parole du gouvernement, " choqué " par ce type de rémunérations! Le Médef obligé de réagir somme l'ex-patron de Valeo de "renoncer immédiatement" à ses indemnités.
Lundi 30 mars, Fillon présente le décret du gouvernement : ledit décret interdit jusqu'à fin 2010 les stock-options et actions gratuites pour les dirigeants de ces entreprises aidées par l'Etat, et encadre voire interdit les bonus en cas d'importants licenciements. Fin de l'épisode? Pas sûr mais le pouvoir et le Médef souhaitent, par cette mesurette, calmer la colère qui monte dans le pays.

l'arbre qui cache la forêt

Car il s'agit bien d'une mesurette : champ d'application restreint et durée très limitée dans le temps. Pourquoi un décret et pas une loi? Le Médef n'en voulait pas, les patrons ont ainsi échappé au débat public et aux contraintes d'un texte législatif.
Manque de bol pour Sarkozy, le nouveau scandale du jour, avec l'annonce de la retraite de 1 million d'euros par an de Daniel Bouton (président de la société générale), prouve que ce décret n'est que de la poudre aux yeux. La rémunération exorbitante des grands patrons est bien l'arbre qui cache la forêt. Ce décret gommerait les excès " voyants " en période de crise, mais il ne remet absolument pas en cause le principe même des stock-options, des primes, avantages et autres bonus.
l'essentiel est ailleurs, dans la logique même du capitalisme : au nom de la concurrence, de la course au profit, les salariés trinquent, pas d'augmentation de salaires, licenciements en cascade, dans l'intérêt des seuls actionnaires.

Interdiction des licenciements, secs ou déguisés !

C'est bien l'interdiction des stock-options et des bonus qu'il faut exiger avec les mesures d'urgence suivantes: interdiction des licenciements, des suppressions de postes dans les services publics, augmentation de 300 euros net pour tous et suppression de la TVA sur les produits de première nécessité. C'est pourquoi le NPA s'adresse à toutes les forces de la gauche syndicale, sociale et politique afin que toutes les mobilisations qu'on trouve localement en cascade dans les entreprises du public comme du privé, tant sur les salaires que sur l'emploi, trouvent le chemin des convergences, seul chemin à suivre si on veut battre le pouvoir Sarkozy et le patronat. Même si à l'appel des syndicats, nous manifesterons ensemble le premier mai, il y a urgence pour riposter avant. C'est dés maintenant qu'il faut agir!

Modifié le lundi 13 avril 2009

Voir aussi dans la catégorie France

Urgence, pouvoir d’achat et grève générale

Alors qu’il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors q
les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait
voter au Parlement deux... »

« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé
des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant “un dessei
contre la nature”.... »

Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La
présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui
parcourt l'Europe : la... »

Répression, maître-mot de la macronie.

La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »

Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »

Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »